

PROJET DE DELIBERATION

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENTS AP/CP N° 2026/03

TRAVAUX D'EXTENSION DE LA STATION D'EPURATION DE CAVIGNAC



L'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour les opérations d'investissement, les collectivités peuvent utiliser deux techniques :

1. Inscription de la totalité de la dépense la 1^{ère} année, puis report d'une année sur l'autre du solde. Cette méthode nécessite l'ouverture de crédits suffisants pour couvrir l'engagement dès la 1^{ère} année, y compris les modalités de financement, comme l'emprunt.
2. Prévision d'un échéancier dès le début de l'opération, qui se décline par une ouverture des crédits budgétaires annuels par tranches.

Ce 2^{ème} point fait référence à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement définie par les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités.

Cette procédure permet à la collectivité de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à engager au cours de l'exercice. Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement. La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'autorisation de programme et de crédits de paiement correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la collectivité.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Les autorisations de programme peuvent être votées à chaque étape de la procédure budgétaire même si elles n'ont pas été présentées lors du débat d'orientations budgétaires.

Les crédits de paiement non utilisés une année sont reportés automatiquement sur les crédits de paiement de l'année N + 1. Toute autre modification de ces autorisations de programme et crédits de paiement (révision, annulation, clôture) se fera par délibération du conseil syndical.

Compte tenu du montant de la dépense relative à la réalisation des travaux d'extension de la station d'épuration de CAVIGNAC qui s'élève à 7.138.000 € HT ;

Considérant que cet investissement sera réalisé sur quatre exercices 2026, 2027, 2028 et 2029 ;

Le Président propose l'ouverture d'une autorisation de programme et l'inscription de crédits de paiement aux budgets 2026, 2027, 2028 et 2029 selon les montants définis ci-dessous :

Autorisation de programme	7 138 000 €
Crédit de paiement 2026	600 000 €
Crédit de paiement 2027	2 500 000 €
Crédit de paiement 2028	3 038 000 €
Crédit de paiement 2029	1 000 000 €

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :

1. Décide de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement tels que définis dans le tableau ci-dessus.
2. Autorise le Président à engager les dépenses des opérations ci-dessus à hauteur de l'autorisation de programme et mandater les dépenses afférentes.
3. Dit que les reports des crédits de paiement se feront sur les C.P. de l'année N + 1 automatiquement.
4. Précise que toute modification de l'autorisation de programme et des crédits de paiement (révision, annulation, clôture) fera l'objet d'une délibération.